

# Du *New Deal* à la Guerre froide : évolution du discours anticommuniste à la Chambre des représentants, 1933-1947

Christophe Cloutier-Roy

## Résumé

*Cet article se propose d'étudier l'évolution de la rhétorique anticommuniste à la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis de 1933 à 1947. Il s'agit d'une période névralgique de l'histoire américaine, marquée notamment par l'élection du président démocrate Franklin D. Roosevelt et la mise en place de son New Deal, par la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Union soviétique et par la détérioration subséquente des relations entre les deux alliés qui plongera le monde dans l'équilibre précaire de la Guerre froide. Grâce à l'étude du Congressional Record, cet article dresse un historique de l'anticommunisme au cours de cette période en insistant sur les contextes domestique et international, en identifie les principales tendances et décrit comment cet enjeu peut être récupéré à des fins partisans par certains élus de la Chambre.*

*L'anticommunisme surgit lorsque naît le communisme, et à chaque étape du développement de celui-ci s'opposent des formes nouvelles et rajeunies de celui-là.*

Stéphane Courtois<sup>1</sup>

*We have come to a show-down between atheistic communism and Christian civilization; between oriental sovietism and the western way of life; between treason and American patriotism [...] The battle we are in now is just as serious as that which confronted Europe during the terrible days when Genghis Khan and his ruthless hordes threatened the civilization of mankind. [...] You might as well try to pet a rattlesnake or tame a hyena as to try to make peace with communism.*

John E. Rankin, représentant démocrate du Mississippi<sup>2</sup>

Si nous devons dégager un élément qui traverse pratiquement tout le xx<sup>e</sup> siècle, nous pourrions fort bien penser au communisme. De l'arrivée au pouvoir de Lénine et des Bolchéviks en Russie au lendemain de la Première Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement de l'Empire soviétique en 1991, le communisme traverse cette période d'un bout à l'autre, inspirant tour à tour l'aversion, la peur et l'espoir. Synonyme à la fois de justice sociale, de révolution et de violence abjecte, le communisme est une force politique mondiale majeure, qui parvient au pouvoir dans de nombreux pays. C'est en réaction à cette montée mondiale que l'anticommunisme, soit l'opposition systématique au communisme, à ses principes et à ses méthodes, prend lui aussi un essor mondial. L'anticommunisme est particulièrement présent aux États-Unis dès la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle, où il s'inscrit au sein même de la culture politique américaine<sup>3</sup>.

Nous avons voulu étudier l'anticommunisme à la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis entre 1933 et 1947, soit au cœur d'une période particulièrement mouvementée de l'histoire américaine qui va de l'arrivée au pouvoir du président démocrate Franklin D. Roosevelt jusqu'aux débuts de la Guerre froide<sup>4</sup>. Au cours de ces années, les États-Unis sont, dans un premier temps, aux prises avec une crise économique sans précédent, laquelle est partiellement jugulée par les mesures sociales mises de l'avant par l'administration Roosevelt dans le cadre du *New Deal*. Puis, de 1941 à 1945, le pays participe à la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Union soviétique. Les années d'après-guerre voient les relations entre les deux pays, désormais élevés au rang de superpuissances, se détériorer rapidement, ce qui aura tôt fait de conduire le monde vers l'équilibre précaire de la Guerre froide.

Dans le cadre de nos recherches<sup>5</sup>, nous avons cherché à savoir comment évolue le discours anticommuniste à la Chambre des représentants au cours de ces années tumultueuses, alors que la question du communisme est omniprésente dans l'actualité américaine et internationale. Quelles préoccupations les représentants mettent-ils de l'avant ? Jusqu'à quel point celles-ci sont-elles le reflet des événements en cours ? Quel rôle joue la politique partisane ? Le discours change-t-il de manière significative selon que l'élu soit démocrate, républicain ou membre d'un tiers parti ? Bien que la littérature historiographique consacrée à l'anticommunisme aux États-Unis soit abondante, la majorité des auteurs se sont jusqu'ici intéressés à la période dite du maccarthysme, postérieure au cadre chronologique de nos recherches<sup>6</sup>. Par ailleurs, peu d'études ont jusqu'à maintenant été consacrées à l'anticommunisme au Congrès américain<sup>7</sup>.

La Chambre des représentants est la Chambre basse du Congrès, qui représente la branche législative du gouvernement américain. Chaque État y envoie un nombre d'élus qui varie en fonction de sa population. Tous les sièges de la Chambre sont remis en jeu tous les deux ans. L'influence des partis politiques y est plus marquée qu'au Sénat, c'est-à-dire que les

solidarités entre les membres d'un même parti politique ou d'une même coalition d'intérêts y sont plus apparentes<sup>8</sup>. Deux raisons principales ont conduit à concentrer notre étude sur la Chambre des représentants et non sur le Sénat ou sur l'ensemble du Congrès. Dans un premier temps, la durée relativement longue de notre cadre chronologique a vite laissé entrevoir l'immensité de la tâche consistant à étudier les deux chambres. Dans un second temps, il est vite apparu que la question du communisme est considérablement plus abordée à la Chambre des représentants qu'au Sénat au cours de cette période. Nos recherches ont consisté au dépouillement d'une seule source principale, soit le *Congressional Record*, qui est le journal des débats du Congrès des États-Unis. Le *Record* est une source incontournable pour tout chercheur souhaitant étudier les activités du Congrès des États-Unis, alors qu'on y trouve l'ensemble des sujets et des projets de loi qui y sont débattus quotidiennement.

Nos recherches nous ont permis d'émettre l'hypothèse suivante : de 1933 à 1947, le discours anticommuniste se décline en trois principales tendances : l'anticommunisme phobique, soit la peur du communisme, des communistes et de leurs actions ; l'anticommunisme idéologique, soit l'opposition au communisme sur le plan des valeurs ; et finalement l'anticommunisme partisan, qui cherche à discréditer l'administration Roosevelt (et celle de son successeur Harry S. Truman à partir d'avril 1945) en faisant état de liens qu'elle entretiendrait avec les communistes. L'importance de l'anticommunisme à la Chambre est cyclique. Des périodes relativement calmes alternent avec des périodes d'anticommunisme exacerbé. La variation d'intensité de l'anticommunisme est influencée par des conjonctures particulières, américaines ou internationales.

Cet article est construit de manière chronologique, afin de bien cerner l'évolution du discours anticommuniste au cours de la période étudiée. Nous l'avons divisé en quatre sous-périodes. La première va de 1933 à 1936 et couvre le premier mandat du président Roosevelt. L'anticommunisme n'est pas alors un mouvement cohérent à la Chambre et il n'est brandi qu'en certaines occasions ponctuelles, jusqu'à ce qu'en 1936, une conjoncture particulière entraîne une montée de l'anticommunisme. La deuxième sous-période va de 1937 à 1941 et couvre les années d'avant-guerre, marquées par une montée de l'anticommunisme en même temps que des tensions internationales. La troisième sous-période va de 1942 à 1945 et couvre les années de participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale, alors que ceux-ci sont alliés à l'URSS communiste. Finalement, de 1945 à 1947, on assiste à une dégradation rapide des relations diplomatiques entre les deux pays, jusqu'à ce que le monde soit plongé dans la Guerre froide.

### **Dépression, *New Deal* et anticommunisme, 1933-1936**

Aux États-Unis, l'élection présidentielle du 8 novembre 1932 constitue un tournant historique. Profitant de la grogne de l'électorat envers l'administration du président républicain sortant Herbert Hoover, incapable de juguler les effets de la crise économique consécutive au krach boursier du

24 octobre 1929, le candidat démocrate Franklin D. Roosevelt remporte une victoire sans appel. Au Congrès, le Parti démocrate prend le contrôle des deux chambres pour la première fois depuis 1919.

Les semaines qui suivent l'assermentation du nouveau président et du 73<sup>e</sup> Congrès (1933-1935) constituent une période faste. Disposant d'un énorme capital de sympathie de la part d'un électorat qui, toutes allégeances confondues, presse le gouvernement fédéral d'agir afin de redresser la situation économique, Roosevelt a les coudées franches pour mettre en place son *New Deal*, qui consiste en une série de mesures socioéconomiques incluant une réforme du système bancaire, de l'aide aux agriculteurs et d'ambitieux programmes de travaux publics destinés à donner du travail aux millions de chômeurs américains. Ces mesures témoignent d'un profond changement, alors que l'ère du laisser-faire économique, qui a marqué l'industrialisation américaine, semble bel et bien terminée. Jamais n'a-t-on vu l'État fédéral s'immiscer autant dans les questions sociales et économiques<sup>9</sup>.

Un peu plus de 15 ans après la prise du pouvoir par les Bolcheviks en Russie, et alors que la crainte de la contagion révolutionnaire est encore vive, on serait tenté de croire que les anticommunistes à la Chambre devraient s'agiter et clamer que Roosevelt et son *New Deal* conduisent les États-Unis sur la voie du communisme. Or, étonnamment, ils ne bronchent pas. Peut-être est-ce dû à la grande popularité du nouveau président et de son programme ou alors à l'absence de solutions de rechange pour combattre la crise, mais il ne se trouve aucun membre de la Chambre des représentants, du moins initialement, pour accuser Roosevelt de vouloir établir une Amérique des Soviets. L'anticommunisme n'apparaît ainsi que très sporadiquement dans les débats du 73<sup>e</sup> Congrès.

Le climat change cependant considérablement au cours du 74<sup>e</sup> Congrès (1935-1937). Dans son étude portant sur la répression politique aux États-Unis, le politologue Robert Justin Goldstein fait mention d'un *Red Scare* avorté (*Abortive Red Scare*) qui agiterait la population américaine au cours des années 1934-1936<sup>10</sup>. Il est vrai que, d'une part, un discours anticommuniste de plus en plus virulent se propage au cours de ces années sans que, d'autre part, on arrive à susciter une nouvelle peur rouge à grande échelle. Ce *Red Scare* avorté débute dans les journaux du groupe Hearst<sup>11</sup> qui, à partir de l'été 1934, attaquent de manière concertée Roosevelt et son équipe, qu'ils accusent de vouloir installer une dictature communiste. À la Chambre des représentants, la question du communisme est omniprésente au cours du 74<sup>e</sup> Congrès et elle suscite moult débats qui mettent en lumière les trois grandes tendances de l'anticommunisme.

Plusieurs représentants mettent de l'avant leurs préoccupations devant la montée du communisme aux États-Unis et ses conséquences. L'image du communiste américain, associée à la violence et à la déloyauté, inquiète. On sent une urgence d'agir chez certains représentants. Les plus radicaux, tels les démocrates John M. Houston<sup>12</sup> (Kansas) et Thomas L. Blanton<sup>13</sup>

(Texas) exigent la déportation des communistes étrangers. D'autres, plus modérés, affirment que la meilleure façon de freiner la dissémination de la propagande communiste est de s'assurer que la population américaine soit bien mise au courant des tenants et aboutissants du communisme. Ainsi le démocrate de l'État de New York, Samuel Dickstein, affirme-t-il : « *The subtleness of the plans followed by some people engaged in this communistic propaganda in this country should be understood by more of our citizens so that proper safeguards may be effective in our cities and communities*<sup>14</sup>. »

Le 74<sup>e</sup> Congrès est par ailleurs celui où se cristallise la rhétorique de l'anticommunisme idéologique, lequel présente une opposition insurmontable entre les valeurs américaines de démocratie, de liberté et de respect de la religion et les valeurs mises de l'avant par le communisme. Citons à cet égard le républicain Hamilton Fish (New York) qui, le 28 janvier 1935, développe sur son aversion envers le communisme : « *Perhaps the reason I am opposed to communism as much as I am is the fact that I believe in democratic institutions; I believe in freedom of speech, and I believe in liberalism, which is the extension of democracy; the right of the people to rule themselves*<sup>15</sup>. » Il ressort de cet extrait que pour Fish, le communisme, c'est l'envers de la démocratie et de la liberté et donc des principales valeurs américaines. Plusieurs parlementaires partagent cette opinion, et pas seulement parmi les conservateurs. Ainsi, John McCormack, un élu démocrate du Massachusetts, partisan du *New Deal*, dénonce également l'idéologie communiste, en insistant sur son caractère antireligieux :

*Of course, everyone knows that communism is opposed to every ideal that we stand for. It is opposed to the family life as it exists among religious people. It is opposed to religion in any form. It openly advocates the destruction of religion. It is opposed to religious freedom; to the freedom of speech and of the press; to the right of trial by jury. It stands for the confiscation of property. It is opposed to personal liberty in every form*<sup>16</sup>.

Finalement, le 74<sup>e</sup> Congrès est également celui qui voit la naissance de l'anticommunisme partisan. Sans aller aussi loin dans leurs accusations que les journaux du groupe Hearst, certains élus se mettent à dénoncer les liens qu'entretenirait l'administration démocrate avec les communistes. Hamilton Fish porte le premier coup lorsque, le 21 janvier 1935, il dénonce les dons faits par des hauts fonctionnaires nommés depuis l'arrivée au pouvoir de Roosevelt à des organisations contrôlées par les communistes. De telles donations ne sauraient être tolérées, dit Fish : « *The man that contributes to the Communist is just as bad as the Communist itself*<sup>17</sup>. » D'autres élus relaieront de semblables accusations, mais c'est surtout à partir du deuxième mandat de Roosevelt que l'anticommunisme partisan deviendra une composante majeure de la rhétorique anticommuniste à la Chambre des représentants.

Tous les représentants ne s'entendent pas sur l'importance à accorder à la question du communisme aux États-Unis. On trouve un noyau d'élus, principalement des démocrates qui, sans appuyer le communisme, doutent

de la pertinence de lutter avec acharnement contre cette doctrine. C'est ainsi que le 4 mars 1936, le démocrate texan Maury Maverick demande à ses collègues démocrates de laisser tomber leur lutte contre un ennemi imaginaire (les communistes) et de s'attaquer aux vrais problèmes socioéconomiques auxquels est confronté le peuple américain. Il va même jusqu'à suggérer à ses collègues de prendre exemple sur les républicains :

*I notice the Republicans have not gotten into this great jamboree on communism, this great battle against imaginary Red windmills [...] Of course, everybody is opposed to communism. But I think we democrats could do a lot better, rather than having personal controversies among ourselves all the time, by devoting ourselves to the real economic questions before the country<sup>18</sup>.*

Au nombre des opposants aux anticommunistes, on compte également le républicain Vito Marcantonio (New York). Il faut dire que ce dernier n'a rien du républicain type. Représentant un quartier populaire de Brooklyn, il est l'un des élus le plus à gauche du Congrès<sup>19</sup>. Tout au long de sa carrière, Marcantonio se montrera critique par rapport à l'anticommunisme et devra se défendre d'être un partisan du parti communiste américain. Il reconnaît ainsi aux communistes le droit de professer sans contraintes ce en quoi ils croient : « *I am a Republican, sincerely believing in the teachings of Abraham Lincoln. I say that I believe the Communist, the Socialists, the Republicans, and the Democrats have a perfect right to advocate what they believe in, and that there should be no law depriving them of that right<sup>20</sup>.* » Il convient cependant de mentionner que cette attitude critique à l'endroit de l'anticommunisme se fera de plus en plus rare, jusqu'à pratiquement disparaître, alors que bien vite, le simple fait de remettre en cause le péril communiste sera considéré comme suspect.

En somme, il ressort de l'étude des 73<sup>e</sup> et 74<sup>e</sup> Congrès que l'anticommunisme fait partie du discours des représentants dès 1933. Il s'agit initialement d'un anticommunisme axé sur la peur et l'inquiétude devant la montée du communisme et sur la diffusion de sa propagande aux États-Unis. Le 74<sup>e</sup> Congrès est témoin d'une évolution significative du discours, qui s'enrichit d'une rhétorique fondée sur une opposition idéologique au communisme. L'anticommunisme partisan fait également son apparition, quoique plus timidement. Par ailleurs, les débats de la Chambre mettent en lumière certaines divisions au sein des représentants, qui ne s'entendent pas tous sur l'importance à accorder à la question du communisme aux États-Unis et sur les moyens à mettre en œuvre pour freiner son expansion.

Malgré les efforts des journaux du groupe Hearst, aucun *Red Scare* n'éclate aux États-Unis au milieu des années 1930, bien que la question du communisme soit abondamment présente lors du 74<sup>e</sup> Congrès. L'élection de 1936, qui donne un deuxième mandat à Roosevelt et qui augmente les majorités démocrates dans les deux chambres du Congrès,

confirme l'échec des forces réactionnaires américaines, incapables de répandre la peur du communisme au sein de la population. La montée des tensions internationales de la fin des années 1930 entraînera toutefois bien vite un nouveau temps fort pour les anticommunistes.

### **L'avant-guerre et le *Little Red Scare*, 1937-1941**

Le 3 novembre 1936, Roosevelt obtient un deuxième mandat présidentiel, obtenant 60,80% du suffrage populaire. La population américaine plébiscite ainsi massivement les réformes mises de l'avant par le *New Deal*. Au Congrès, les démocrates en profitent pour augmenter leur majorité dans les deux chambres. Cette majorité peut toutefois s'avérer trompeuse, car derrière cette domination démocrate se dessine de plus en plus nettement, au cours du 75<sup>e</sup> Congrès (1937-1939), la coalition conservatrice anti-*New Deal*, formée des républicains et des démocrates conservateurs, élus principalement dans les États du Sud<sup>21</sup>. C'est elle qui aura la majorité en Chambre à partir du 76<sup>e</sup> Congrès (1939-1941).

Aux États-Unis, la seconde moitié des années 1930 correspond à l'apogée du Parti communiste américain (*Communist Party, United States of America* – CPUSA)<sup>22</sup>. En ces temps de crise, plusieurs Américains sont attirés par les promesses du communisme. La croissance du nombre de ses membres fait foi d'un certain engouement envers le parti : de 26 000 en 1934, on estime qu'ils sont 100 000 à l'été 1939<sup>23</sup>. Ce nombre demeure modeste au regard de la population américaine, qui s'élève à un peu plus de 130 millions d'habitants à la fin des années 1930, mais suffit à donner une visibilité au parti sur la scène nationale. Par ailleurs, à partir de la seconde moitié des années 1930, les communistes se rapprochent du Parti démocrate dans le cadre de la stratégie des fronts populaires<sup>24</sup>. Jusqu'alors, les communistes s'étaient montrés tout aussi critiques envers le parti du président qu'envers le Parti républicain et avaient balayé du revers de la main les réformes socioéconomiques du *New Deal* comme étant éminemment bourgeoises. La nouvelle attitude des communistes s'exprime tout particulièrement par leur participation au *New Deal*, dont ils louent désormais les accomplissements. Ils mettent en place des « organisations de front » (*front organizations*). Il s'agit d'associations militantes dirigées par les communistes, mais ouvertes à tous ceux qui veulent s'engager, sans pour autant adhérer aux thèses marxistes-léninistes du CPUSA. Ce rapprochement du CPUSA avec le *New Deal* est une arme à double tranchant pour l'administration Roosevelt. Celle-ci bénéficie d'une aide non négligeable sur le terrain, car plusieurs communistes ont des talents d'organiseurs hors pair acquis grâce à leurs années de militance<sup>25</sup>. Cela vient toutefois donner des « munitions » aux détracteurs de Roosevelt et du *New Deal*, qui peuvent brandir le spectre de l'influence communiste dans les arcanes du pouvoir, ce qui ne cessera de venir hanter les administrations démocrates jusqu'à la victoire du candidat républicain Dwight D. Eisenhower en 1952<sup>26</sup>.

Sur le front de l'anticommunisme, l'année 1937 est d'un calme plat. Il faut dire que plusieurs des anticommunistes de la Chambre ne sont pas de retour au terme des élections de 1936. De plus, la réélection triomphale de Roosevelt a mis en lumière l'impossibilité de susciter un véritable *Red Scare* fondé sur la méfiance envers le président et son *New Deal* supposément communistant. Force est donc de constater, alors que débutent les travaux du 75<sup>e</sup> Congrès, que l'anticommunisme n'a pas le vent dans les voiles. Celui-ci ressurgit toutefois en 1938. De plus en plus de représentants expriment alors leurs préoccupations par rapport au *New Deal* et à ses liens avec le CPUSA. John J. O'Connor, un démocrate conservateur de l'État de New York, affirme que le Parti communiste, par le biais de la stratégie des fronts populaires, agit aux États-Unis comme un cheval de Troie<sup>27</sup> (« *Trojan horse* »). De son côté, le républicain George H. Tinkham (Massachusetts) s'attaque de front à l'administration Roosevelt et affirme que le président cherche à établir une dictature communiste aux États-Unis. Il lance cette accusation lors d'un discours portant sur le Mexique, où le gouvernement du président Lázaro Cárdenas s'est lancé dans un vaste programme de nationalisation, que Tinkham compare au *New Deal*: « *This is the very essence of communism: The pauperization of the people of a country for their political exploitation. The communistic dictatorship of President Cardenas in Mexico is merely a reflection of the attempted dictatorship of President Roosevelt in the United States*<sup>28</sup>. » Tinkham pousse ici jusqu'à l'absurde l'idée déployée par plusieurs conservateurs au cours de la seconde moitié des années 1930 selon laquelle le *New Deal*, le libéralisme, le socialisme et le communisme sont à mettre sur un même pied et ne doivent pas être distingués l'un de l'autre<sup>29</sup>.

L'événement marquant de l'année 1938 est toutefois la création du *House Committee Investigating un-American Activities*, mieux connu sous le nom de *Dies Committee*, du nom de son président, le démocrate texan Martin Dies, Jr. En cette fin des années 1930 marquée par la montée des tensions internationales, de nombreux parlementaires s'inquiètent de la prolifération aux États-Unis des groupements subversifs d'allégeance communiste, fasciste et nazie. C'est ainsi qu'est décidée la création d'une commission de la Chambre des représentants chargée d'enquêter sur les activités subversives aux États-Unis. Sa création est largement appuyée par les membres de la coalition conservatrice. Sous l'influence de son président, un ardent critique de Roosevelt et du *New Deal*, la commission Dies a tôt fait d'adopter un parti-pris antigauche. Elle met ainsi beaucoup plus d'insistance à enquêter sur les communistes que sur les nazis et les fascistes et elle cherche à mettre au jour une conspiration qui lierait le CPUSA, les *New Dealers* et les centrales syndicales. Tout au long de son existence, la Commission Dies servira de tribune aux conservateurs opposés au *New Deal*<sup>30</sup>.

Du reste, la commission et son président récoltent un fort taux d'approbation dans l'opinion publique, qui offre un avant-goût des résultats des élections de mi-mandat de 1938. Celles-ci sont marquées

par un premier recul du *New Deal* et par une progression notable du conservatisme au Congrès. Après six ans à pâtir, les membres de la coalition conservatrice ont les coudées franches pour s'opposer aux mesures mises de l'avant par Roosevelt. Sur le front anticommuniste, les attaques partisanses se multiplient, en même temps qu'on s'inquiète de la présence d'une cinquième colonne communiste aux États-Unis. C'est ainsi que J. Parnell Thomas, un républicain du New Jersey, membre de la Commission Dies, y va le 27 février 1939 d'une condamnation sans appel du communisme, en insistant sur son caractère antiaméricain : « *If there ever was a doctrine that is harmful to free people and independant institutions, it is communism. [...] It is brutal, inhuman, ungodly. It is definitely antireligious. From a government standpoint, it is a colossal failure*<sup>31</sup>. » Il enchaîne en traitant les communistes américains de « *un-American human termites*<sup>32</sup> », suggérant par là qu'ils sont actifs dans des entreprises de sabotage. Quelques semaines plus tard, il accuse le Parti démocrate d'avoir reçu un don de 500 000 dollars de la part d'une organisation d'allégeance communiste<sup>33</sup>.

La haine et la suspicion dirigées contre les communistes atteignent de nouveaux sommets à partir du mois d'août 1939, alors que l'URSS et l'Allemagne signent un Pacte de non-agression, qui conduira à l'invasion de la Pologne et au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Aux États-Unis, comme partout ailleurs, c'est la consternation : Staline, perçu jusqu'alors comme le plus sûr rempart contre le fascisme, marche désormais main dans la main avec Hitler. Le CPUSA, de son côté, choisit de demeurer fidèle à la ligne de Moscou, défend le pacte envers et contre tous et s'oppose à l'entrée en guerre des États-Unis<sup>34</sup>. La réputation du parti est durablement atteinte, ses membres le désertent massivement et ceux qui restent sont plus que jamais l'objet de la méfiance des anticommunistes, qui laissent libre cours à leur paranoïa, au point que plusieurs historiens évoquent un *Little Red Scare* pour caractériser les années précédant l'entrée en guerre<sup>35</sup>.

C'est ainsi que, le 3 novembre 1939, le démocrate conservateur John E. Rankin (Mississippi) affirme que même si les communistes prennent officiellement position contre l'entrée en guerre, ils œuvrent en coulisse pour que les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne et combattent jusqu'à l'épuisement du pays, ce qui permettra aux communistes de prendre le pouvoir et d'établir un régime dictatorial inféodé à Moscou. Déjà, dit Rankin, les communistes contrôlent les médias et diffusent leur propagande dans les foyers américains par le biais de la radio, des journaux et du cinéma. Ils sont également actifs au sein des syndicats et ils organisent des grèves qui contribuent à ralentir les industries américaines<sup>36</sup>. Ces accusations mettent en lumière la crainte que nourrissent nombre de parlementaires, inquiets de voir les communistes travaillant dans les industries liées à la défense saboter la préparation à la guerre. Le 14 mai 1940, le républicain Clare E. Hoffman (Michigan) traduit cette crainte en ces mots : « *It is not only foolish, it is wicked and traitorous, to close our eyes to the fact that here in America Communists,*

*whose acknowledged program is the overthrow of our Government by force, have infiltrated themselves into essential industrial plants upon which, in time of war, our Nation will depend for its very existence*<sup>37</sup>. »

Déjà évoquée par John J. O'Connor, l'image du cheval de Troie gagne en popularité. À celle-ci s'ajoute celle de la cinquième colonne, mentionnée une première fois par le républicain James Van Zandt le 13 juin 1940 : « *Every American citizen is conscious of the danger of the "fifth column", recalling with vivid memory the fate of Czechoslovakia, Poland, Belgium, Holland, Norway, and other countries. While it was Hitlerism in those lands, in this country it is the scourge of communism*<sup>38</sup>. » La cinquième colonne est un terme nouveau, apparu en 1936 dans le cadre de la Guerre civile espagnole. Il désigne, au sein d'un État, les partisans d'une puissance étrangère qui s'emploient à miner l'effort de guerre.

Les opposants à Roosevelt et au *New Deal* profitent par ailleurs de la mauvaise réputation des communistes pour redoubler leurs attaques partisans contre l'administration présidentielle à travers les liens qu'elle entretient avec les communistes. À cet égard, mentionnons cette charge pesante, lancée par le républicain John C. Schafer (Wisconsin) le 13 septembre 1940 :

*Our [...] New Deal fuehrer, President Roosevelt, is the political leader of the Communist, Progressive, and Democrat united-front movement of Karl Marx disciples. [...] [I]n view of the record, is it any wonder why our New Deal President has kept the New Deal Communists and Communist fellow travelers on the Federal Government pay roll after they have been exposed by the Dies Committee*<sup>39</sup>.

La suspicion à l'endroit des communistes demeure à son acmé, même après que le Pacte de non-agression eût été brisé par Hitler en juin 1941, déclenchant les hostilités entre l'URSS et l'Allemagne. En fait, seule l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941, vient freiner l'éclosion d'un véritable *Red Scare* à grande échelle.

## **Les années de guerre ou l'alliance contre-nature, 1942-1945**

Le 7 décembre 1941, l'aviation japonaise lance une attaque-surprise contre la base militaire américaine de Pearl Harbor à Hawaï, ce qui provoque l'entrée en guerre des États-Unis contre les forces de l'Axe. Washington se trouve ainsi alliée à Moscou dans son combat contre l'Allemagne nazie. Cette alliance entre deux partenaires idéologiquement opposés est une situation inhabituelle en temps de guerre, d'autant plus que l'URSS a fort mauvaise presse depuis son alliance avec l'Allemagne. Toutefois, la courageuse résistance dont font preuve l'Armée rouge et la population soviétique devant l'envahisseur a tôt fait de donner à l'Union soviétique un prestige sans précédent aux États-Unis<sup>40</sup>. Cela ne signifie pas que les Américains sont plus ouverts à l'égard du communisme, loin s'en faut. L'anticommunisme domestique, quoique plus discret qu'au cours des années d'avant-guerre, demeure fort. À la Chambre des représentants, les anticommunistes veulent bien louer les efforts des combattants russes et

des résistants communistes dans les pays occupés d'Europe, mais ils se refusent à relâcher leur vigilance à l'endroit des communistes américains, dont on craint toujours une possible trahison<sup>41</sup>. Du côté de la coalition conservatrice, l'anticommunisme partisan demeure par ailleurs une arme de prédilection utilisée pour discréditer l'administration présidentielle, même pendant la guerre.

Dès le retour des parlementaires à la Chambre pour le début de la deuxième session du 77<sup>e</sup> Congrès, en janvier 1942, les principaux anticommunistes rappellent à leurs collègues que l'entrée en guerre et l'alliance avec l'URSS ne doivent pas faire oublier la menace que représentent les communistes américains. Martin Dies résume parfaitement cette attitude qui consiste à accepter de combattre aux côtés de l'URSS contre Hitler, tout en demeurant vigilants face à l'expansion du communisme aux États-Unis et dans le monde :

*The assistance of the Russian armies in destroying Hitlerism is a matter which we welcome unreservedly. But these things have nothing whatever to do with our firm conviction that the spread of communism to new territories would be in the nature of unmitigated tragedy. [...] [...] Let us then proceed with the grim process of destroying Hitlerism, joined in that enterprise with all those who share that single purpose – including Stalin and the Russian people – but, let us also be on the alert lest the Communist Party of the United States utilize the present situation to lay better its foundation for a future Soviet America<sup>42</sup>.*

De son côté, Karl E. Mundt, un républicain du Dakota du Sud, invite à faire la distinction entre aider l'Union soviétique et encourager la prolifération du communisme aux États-Unis : « *The first one is in our national interest; the latter leads to our national destruction*<sup>43</sup>. » Les deux premières années de la guerre sont donc marquées par un recul draconien de l'anticommunisme à la Chambre des représentants.

L'anticommunisme partisan effectue cependant un retour en force en 1944, alors que Roosevelt tente d'obtenir un quatrième mandat présidentiel, du jamais-vu. Du côté de la coalition conservatrice, on veut en finir une fois pour toutes avec le régime rooseveltien et ses mesures jugées socialisantes. Dans ce contexte, l'appui accordé au président sortant par les communistes américains dès le début de sa campagne offre des munitions aux adversaires de Roosevelt, qui se lancent dans une série d'attaques partisans tout au long de l'année 1944. Les hostilités sont lancées dès le 4 février, alors que le républicain Carl T. Curtis (Nebraska) dénonce les liens entre le *New Deal* et le communisme. Se disant inquiet, Curtis affirme qu'une quatrième victoire de Roosevelt, avec l'appui des communistes, pourrait s'avérer lourde de conséquences pour l'avenir des valeurs américaines :

*It has been well known for some time that State socialism, parading under the guise of the New Deal, had many things in common with communism. It has also been well known that prominent and influential Communists held high positions in the New Deal administration. Now, however, the Communists make an open and public drive to elect candidate Franklin D. Roosevelt to a fourth term [...] What will become of free enterprise in America if the plan of the Communists for a fourth term becomes a reality<sup>44</sup>?*

Au cours des semaines et des mois qui suivent, les parlementaires membres de la coalition conservatrice multiplient leurs attaques partisans. Plusieurs d'entre eux dénoncent la nomination de communistes au sein des hautes sphères du gouvernement. D'autres vont jusqu'à affirmer que le Parti démocrate est désormais contrôlé par les communistes. Leurs efforts se révèlent vains toutefois : au terme de l'élection, Roosevelt remporte un quatrième mandat, qui sera par ailleurs de courte durée, puisqu'il décède le 12 avril 1945 et est remplacé par son nouveau vice-président, l'ancien sénateur du Missouri Harry S. Truman.

Les années de guerre sont donc, globalement, des années tranquilles sur le front de l'anticommunisme à la Chambre des représentants, exception faite de la campagne présidentielle de 1944. Toutefois, à partir de la fin des combats en Europe, en mai 1945, le contexte change rapidement et on assiste à la réémergence de la méfiance américaine à l'égard de l'URSS et des communistes américains.

### **Vers la Guerre froide, 1945-1947**

L'année 1945 est marquée par l'écllosion d'une double conjoncture associant, d'une part, la méfiance et la crainte à l'égard d'un géant soviétique aux ambitions inquiétantes et, d'autre part, la circonspection vis-à-vis d'un parti communiste américain qui se radicalise de nouveau et qui annonce ouvertement son retour à une attitude révolutionnaire. Dans ce contexte, il n'y a pas lieu de se surprendre que la période allant de 1945 à 1947 soit marquée par une montée fulgurante de l'anticommunisme à la Chambre qui semble déjà annoncer la période maccarthyste.

Le 31 mai 1945, soit un peu plus de trois semaines après la fin des combats en Europe, la représentante républicaine Clare Booth Luce (Connecticut) s'inquiète de l'influence croissante de l'URSS, désormais deuxième puissance mondiale, notamment en Europe centrale où elle contrôle la plupart des gouvernements. La représentante dénonce les méthodes employées par les communistes et rappelle que ces derniers n'affichent que du mépris envers les valeurs américaines :

*Let us get down to three fundamentals political tenets, which all Americans hold to be right, good, and just. We believe in a free press, free speech, and free worship. The Communists, wherever you find them [...] believe that the press should be precensored and controlled; that men should refrain from criticizing their leaders under pain of death; and that any religion not subject to state control should be liquidated. In short, we and the Communists are exactly 180 degrees apart on our most fundamental political concepts<sup>45</sup>.*

Le 26 février 1946, Paul W. Shafer (R-Michigan) rappelle que tandis que les États-Unis ont entamé la démobilisation de leurs troupes, Staline maintient une Armée rouge avec ses effectifs maximaux, sous prétexte d'assurer la sécurité de l'URSS<sup>46</sup>. Le 1<sup>er</sup> mars, son collègue républicain du Michigan, George A. Dondero, affirme que le comportement de l'Union

soviétique sur la scène internationale ne devrait surprendre personne : après tout, Moscou ne fait que suivre son programme de révolution mondiale, mis en veilleuse par l'invasion allemande de l'URSS. Dondero dit souhaiter l'établissement de relations cordiales avec Moscou, mais demande à l'administration Truman de faire preuve de fermeté envers Staline, afin de ne pas répéter l'erreur de la Conférence de Munich de 1938<sup>47</sup>.

Alors que les explosions nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki ont fait entrer le monde dans l'ère atomique, plusieurs représentants font part de leurs préoccupations à l'égard des recherches entreprises par les savants soviétiques afin de développer la bombe nucléaire. Le 3 juin 1946, Dan R. McGehee (D-Mississippi) s'inquiète de la présence aux États-Unis d'espions cherchant à acquérir des informations pour le compte de l'URSS. Si celle-ci devait mettre la main sur l'arme atomique, le danger serait sans précédent :

*We know too well that in the event they are successful in [acquiring the atomic bomb], it is only a question of time when we will experience a second Pearl Harbor, only on a scale which would practically destroy the civilization of this country, for Stalin [...] said we were the only capitalistic Nation remaining [...] and that the philosophies of communism and that of our Nation were diametrically opposed to each other and both could not exist*<sup>48</sup>.

John E. Rankin, de son côté, suggère que les États-Unis devraient profiter de leur monopole sur l'arme atomique pendant qu'elle en bénéficie pour imposer à l'URSS de mettre un frein à son programme révolutionnaire mondial<sup>49</sup>.

Cette méfiance accentuée à l'égard de l'URSS s'accompagne, sur le plan domestique, d'une circonspection croissante envers le CPUSA. Le 30 juin 1945, William A. Pittenger (R-Minnesota) prononce un discours éloquent intitulé *Communism Again a Menace in the United States*. Pittenger rappelle à ses collègues qu'avant l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en 1941, les communistes constituaient une menace à la sécurité intérieure des États-Unis. Le représentant admet que les communistes ont un temps interrompu leurs activités illégales pour se ranger derrière l'effort de guerre. Toutefois, la défaite de l'Allemagne a mis fin à la trêve : « *The dog, illustre-t-il avec mépris, has returned to his vomit*<sup>50</sup>. » Pour John E. Rankin, il ne fait aucun doute que les communistes vivant aux États-Unis représentent tous une menace pour la sécurité nationale : « *Every Communist in America is an agent of a foreign power, a foreign conspiracy, that is dedicated to the overthrow of this Government, and the destruction of the American way of life*<sup>51</sup>. » Plusieurs représentants s'inquiètent par ailleurs du rapport trouble qu'entretiennent les communistes avec la défense nationale. Le républicain du Michigan Fred L. Crawford, par exemple, accuse les quelque 13 000 communistes qui serviraient au sein des forces armées<sup>52</sup> d'être à l'origine de nombreux troubles au sein de celles-ci. Il rappelle qu'au même moment, le CPUSA presse le gouvernement américain de rapatrier ses troupes et de

démobiliser massivement et rapidement, ce qui a pour conséquence d'affaiblir les États-Unis par rapport à l'URSS<sup>53</sup>. Si nous nous reportons aux trois grandes lignes de l'anticommunisme que nous avons identifiées, nous pouvons affirmer que la méfiance accrue envers l'URSS et le CPUSA relève de la première catégorie, soit la peur du communisme et des communistes. Les deux autres types d'anticommunisme sont également présents au cours de la période 1945-1947.

L'arrivée d'Harry S. Truman à la Maison-Blanche ne vient en aucun cas freiner les attaques partisans de la coalition conservatrice. Après tout, le 33<sup>e</sup> président des États-Unis a toujours été un partisan du *New Deal* de son prédécesseur dont il entend poursuivre les réformes. Le 20 novembre 1945, Robert F. Rich (R-Pennsylvanie) déplore que plus d'une décennie passée sous le régime de cette doctrine socioéconomique a conduit les États-Unis vers le socialisme et le communisme. Il se dit déçu de voir que le changement de garde à la Maison-Blanche n'a nullement inversé cette tendance: « *I thought when Mr. Truman came into office as President he would stop this trend, but he is on the road to socialism at top speed*<sup>54</sup>. » Le 12 juillet 1946, George A. Dondero est catégorique: les États-Unis s'enfoncent sans cesse plus à gauche et se dirigent lentement mais sûrement vers le communisme. Or, selon le représentant, « *the road to survival leads to right*<sup>55</sup> », soit par l'adoption d'un programme socioéconomique résolument campé à droite.

Par ailleurs, pour la première fois, en 1946, des représentants veulent placer la question du communisme au cœur des débats en vue des élections de mi-mandat. Lors d'un discours prononcé le 26 février, Paul W. Shafer souhaite même en faire le principal enjeu. Selon lui, les parlementaires qui siégeront lors du 80<sup>e</sup> Congrès (1947-1949) doivent recevoir un mandat clair de la population afin de régler cette question une fois pour toutes:

*Congress faces an election this year. Why not go to the people on this issue: Do we want to continue the American system of free enterprise, or do we want to abandon it? Those members who come back after the November election will then have a clear mandate from the people to govern their future course of action. I, for one, am willing to go to my constituents on this issue alone*<sup>56</sup>.

Le 12 juin, B. Carrol Reece (R-Tennessee) affirme qu'il revient au Parti républicain de sauver les États-Unis devant la montée du communisme<sup>57</sup>. Trois fois lors de son discours, il affirme que les élections de 1946 mettront aux prises les tenants de la démocratie et du républicanisme (les républicains), d'une part, et les partisans du communisme (les démocrates), d'autre part. En plaçant la question du communisme au cœur des enjeux électoraux, les républicains ont-ils enfin réussi à faire mouche? Toujours est-il que les élections de novembre 1946 leur permettent de prendre le contrôle des deux chambres du Congrès pour la première fois depuis 1930<sup>58</sup>.

Par ailleurs, on assiste, en 1945-1947, au retour en force de l'argument rhétorique opposant le communisme aux valeurs de démocratie et de liberté propres à l'américanisme. Une nouveauté notable est l'importance accordée à la religion. Déjà présente au cours des années 1930, la dimension religieuse de l'anticommunisme idéologique occupe une place de plus en plus grande à partir de 1945. L'athéisme des communistes est régulièrement souligné et le communisme même est perçu comme étant en complète opposition avec le christianisme, cette religion étant par ailleurs considérée comme un pilier de l'américanisme. L'opposition entre le communisme et le christianisme est portée à son paroxysme par Clare Booth Luce dans un discours intitulé *Is Communism Compatible With Christianity?*<sup>59</sup> Si plusieurs de ses collègues avaient jusqu'alors décrit les communistes comme étant opposés à toute forme de religion, Booth Luce présente au contraire le communisme comme une nouvelle religion, fondée sur le matérialisme et ayant ses théologiens et ses martyrs. Cette nouvelle foi, dit-elle, est radicalement opposée au christianisme :

*Communism is fundamentally material. Christianity, spiritual. Christianity is dedicated to love and peace among all men, communism to hatred and war. Christianity glorifies God, communism denies Him. Communism denies individual human rights, Christianity exalts them. [...] One says the state is omnipotent, the other that God only is all-powerful. One denies the validity of the family unit, the other says that it is the fundamental unit of every society*<sup>60</sup>.

L'importance de la religion au sein de l'argumentaire idéologique des anticommunistes est du reste surprenante. Après tout, on serait tenté de croire qu'aux États-Unis, terre de libre entreprise, l'abolition de la propriété privée promue par le communisme serait perçue comme la plus grande divergence par rapport aux valeurs de l'américanisme.

À partir de la fin de la guerre, une méfiance renforcée à l'égard des agissements de l'URSS sur la scène internationale s'accompagne d'une défiance à l'endroit d'un CPUSA reconstitué qui a renoué avec une attitude révolutionnaire. De leur côté, les membres de la coalition conservatrice poursuivent leurs attaques contre la Maison-Blanche en ciblant les liens qu'elle entretient avec les communistes. Quant à l'anticommunisme idéologique, il fait un retour en force au cours de la période 1945-1947 et s'emploie principalement à opposer le communisme au christianisme. L'anticommunisme est donc une force vive alors qu'en 1947 s'amorce la Guerre froide, un nouveau conflit certes moins meurtrier que les deux guerres mondiales, mais qui vient polariser le monde pour les quatre décennies suivantes.

## Conclusion

L'anticommunisme est une composante récurrente des débats de la Chambre des représentants au cours des années 1933 à 1947, soit au cours d'une période névralgique de l'histoire des États-Unis. Nous avons identifié trois grandes tendances anticommunistes : d'abord, la peur du communisme et des communistes, soit une inquiétude concrète exprimée

à l'égard des agissements de ces derniers et de leurs conséquences sur la société américaine et dans le monde. Ensuite, l'anticommunisme idéologique, qui se joue sur le plan des valeurs, en opposant le communisme à l'américanisme et qui n'admet aucun compromis entre les deux. Finalement, l'anticommunisme partisan, qui est l'apanage de la coalition conservatrice, vise à déstabiliser les administrations présidentielles démocrates en faisant état de liens qu'elles entretiendraient avec les communistes américains. Ces trois tendances s'expriment, à divers degrés, tout au long de la période couverte par notre recherche.

Courant de pensée ayant traversé le xx<sup>e</sup> siècle, l'anticommunisme est un phénomène qui gagne à être étudié encore aujourd'hui. Plus de 20 ans après la chute de l'Union soviétique, l'obsession anticommuniste des Américains du milieu du siècle dernier peut surprendre. Il faut cependant se rappeler que de telles peurs se manifestent toujours. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le monde occidental, et les États-Unis en particulier, a été l'objet d'une obsession antiterroriste qui, à bien des égards, subsiste encore aujourd'hui. Or, ces terroristes islamistes, présentés comme des ennemis ayant juré la ruine de l'Amérique et professant une doctrine opposée en tout point à l'américanisme, n'ont-ils pas remplacé, dans l'imaginaire américain, la figure inquiétante des communistes inféodés à Moscou ? Dans ce contexte, nous sommes convaincus que l'étude des peurs du passé peut jeter un éclairage nouveau sur les peurs du présent.

## Notes

1. « Anticommunisme », dans Stéphane Courtois, *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, 2007, p. 90.
2. *Congressional Record*, 80<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (7 avril 1947), p. 3178.
3. Jean-Robert Rougé, « Les formes américaines de l'anticommunisme », dans Jean-Robert Rougé (dir.), *L'anticommunisme aux États-Unis de 1946 à 1954*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1995, p. 55.
4. La date du début de la Guerre froide ne fait pas l'unanimité chez les historiens. Pour notre part, nous avons choisi de la faire débiter avec le discours du *Containment* du président Harry S. Truman, prononcé le 12 mars 1947, puisque c'est à partir de ce moment que les États-Unis, sur la scène internationale, se dressent en rempart contre la progression du communisme dans le monde.
5. Christophe Cloutier-Roy, *Du New Deal à la Guerre froide, 1933-1947 : Étude du discours anticommuniste à la Chambre des représentants*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Québec, Université Laval, 2012, v, 125 p.
6. La période maccarthyste (1950-1954) tire son nom du sénateur républicain du Wisconsin Joseph R. McCarthy. Elle se caractérise aux États-Unis par des sommets de paranoïa et d'hystérie anticommunistes.
7. Mentionnons toutefois celles des historiens Robert Griffith, *The Politics of Fear. Joseph R. McCarthy and the Senate*, New York, Heyden Books, 1970, xi, 362 p. ; Bernard Lemelin, « Déferlement d'anticommunisme sur Capitol Hill : l'adoption de la loi McCarran (23 septembre 1950) », *Q/W/E/R/T/Y : Arts, littératures et civilisations du monde anglophone*, n<sup>o</sup> 5, octobre 1995, p. 431-438 ; Mary S. McAuliffe, « Liberals and the Communist Control Act of 1954 », *The Journal of American History*, vol. 63, n<sup>o</sup> 2, septembre 1976, p. 351-367.

8. Claire-Emmanuelle Longuet, *Le Congrès des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989, p. 68 et 80. Mentionnons à cet égard que le système de la ligne de parti, élément essentiel du parlementarisme de type britannique, est beaucoup moins présent aux États-Unis, où les élus sont davantage appelés à voter selon leurs convictions.
9. Robert Justin Goldstein, *Political Repression in Modern America. From 1870 to 1976*, Chicago, University of Illinois Press, 2001, p. 211.
10. *Ibid.*, p. 213-217. Le *Red Scare* («Peur rouge», couleur associée aux communistes) est une peur paranoïaque et quasi hystérique face à la menace représentée par le communisme aux États-Unis. Un premier *Red Scare* avait été déclenché aux États-Unis aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Les années du maccarthysme sont parfois désignées comme le second *Red Scare*.
11. Groupe de presse possédé par le magnat des journaux William Randolph Hearst et comprenant notamment le *New York Evening Journal*, le *Washington Times* et le *Chicago Herald*.
12. *Congressional Record*, 74<sup>e</sup> Congrès. 1<sup>re</sup> session (18 mars 1935), p. 3865.
13. *Ibid.*, (25 avril 1935), p. 6397-6400.
14. *Ibid.*, p. 6403.
15. *Ibid.*, (28 janvier 1935), p. 1089-1090.
16. *Ibid.*, 74<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (7 mai 1936), p. 6880.
17. *Ibid.*, 74<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (21 janvier 1935), p. 710-711.
18. *Ibid.*, 74<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (4 mars 1936), p. 3277-3278.
19. Plusieurs biographies ont été consacrées à ce politicien d'exception. Voir notamment Gerald Meyer, *Vito Marcantonio. Radical Politician, 1902-1954*, Albany, State University of New York Press, 1989, xii, 303 p.
20. *Congressional Record*, 74<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (4 mars 1936), p. 3288-3289.
21. Sur la coalition conservatrice au Congrès, on lira avec intérêt : James T. Patterson, *Congressional Conservatism and the New Deal. The Growth of the Conservative Coalition in Congress, 1933-1939*, Lexington, University of Kentucky Press, 1967, xiii, 369 p.
22. Le CPUA est né en 1919 d'une scission de l'aile gauche marxiste révolutionnaire du Parti socialiste des États-Unis. Irving Howe et Lewis Coser, *The American Communist Party. A Critical History*, New York, Da Capo Press, 1974, p. 17 et 25.
23. Michael J. Heale, *American Anticommunism. Combating the Enemy Within, 1830-1970*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1990, p. 99.
24. Il s'agit en fait d'une stratégie mondiale adoptée par les partis communistes à l'issue du VII<sup>e</sup> Congrès de l'internationale communiste à Moscou. Imposée par Staline, la stratégie des fronts populaires vise à combattre la montée des fascismes, qui inquiète particulièrement depuis la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne en 1933. Il s'agit, pour les communistes, de s'associer aux mouvements progressistes les plus à même de combattre le fascisme dans leur pays respectif. « Fronts », dans Courtois, *op. cit.*, p. 248.
25. Alan D. Harper, *The Politics of Loyalty. The White House and the Communist Issue, 1946-1952*, Westport, Greenwood Press, 1969, p. 11-12.
26. Heale, *op. cit.*, p. 114 ; Harvey Klehr, *The Heyday of American Communism. The Depression Decade*, New York, Basic Books, 1984, p. 194.
27. *Congressional Record*, 75<sup>e</sup> Congrès, 3<sup>e</sup> session (10 juin 1938), p. A2582.
28. *Ibid.*, (2 mai 1938), p. 6097-6098.

29. Sur l'histoire de la Commission Dies, on lira avec intérêt Walter Goodman, *The Committee. The Extraordinary Career of the House Committee on Un-American Activities*, Baltimore, Penguin Books, 1969, ix, 564 p.
30. William E. Leuchtenberg, *Franklin D. Roosevelt and the New Deal, 1932-1940*, New York, Harper Perrenial, 2009, p. 280-281 ; Robert Griffith, « American Politics and the Origins of McCarthyism », dans Robert Griffith et Athan Theoharis (dir.), *The Specter. Original Essays on the Cold War and the Origins of McCarthyism*, New York, New Viewpoints, 1974, p. 7.
31. *Congressional Record*, 76<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (27 février 1939), p. A749.
32. *Ibid.*, p. A750.
33. *Ibid.*, (3 avril 1939), p. A1298-A1300.
34. Klehr, *op. cit.*, p. 409.
35. Heale, *op. cit.*, p. 123-129.
36. *Congressional Record*, 76<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (3 novembre 1939), p. 1393-1396.
37. *Ibid.*, 76<sup>e</sup> Congrès, 3<sup>e</sup> session (14 mai 1940), p. 6086.
38. *Ibid.*, (13 juin 1940), p. 8196.
39. *Ibid.*, (13 septembre 1940), p. 12144-12145.
40. Maurice Isserman, *Which Side Were You On ? The American Communist Party During the Second World War*. Middletown, Wesleyan University Press, 1982, p. 127.
41. John Lewis Gaddis, *The United States and the Origins of the Cold War, 1941-1947*, New York, Columbia University Press, 1972, p. 56.
42. *Congressional Record*, 77<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (15 janvier 1942), p. 408.
43. *Ibid.*, (24 juillet 1942), p. A2953-A2954.
44. *Ibid.*, 78<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (4 février 1944), p. A586-A587.
45. *Ibid.*, 79<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (31 mai 1945), p. A2600-A2601.
46. *Ibid.*, 79<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (26 février 1946), p. A967-A968.
47. *Ibid.*, (1<sup>er</sup> mars 1946), p. A1076-A1077. Lors de la Conférence de Munich, le premier ministre britannique Neville Chamberlain et le président du Conseil des ministres français Édouard Daladier avaient joué la carte de l'apaisement envers Hitler et lui avaient donné le feu vert pour envahir la Tchécoslovaquie.
48. *Ibid.*, (3 juin 1946), p. A3125.
49. *Ibid.*, (24 juin 1946), p. 7402.
50. *Ibid.*, 79<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (30 juin 1945), p. A3176-A3177.
51. *Ibid.*, 80<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (2 avril 1947), p. 3072.
52. Il ne mentionne pas la provenance de ce nombre.
53. *Congressional Record*, 79<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (17 janvier 1946), p. A278-A279.
54. *Ibid.*, 79<sup>e</sup> Congrès, 1<sup>re</sup> session (20 novembre 1945), p. 10862.
55. *Ibid.*, 79<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session (12 juillet 1946), p. A4048-A4049.
56. *Ibid.*, (26 février 1946), p. A967-A968.
57. *Ibid.*, (12 juin 1946), p. A3440-A3442.
58. Il n'a pas été possible, dans le cadre de cette recherche, d'étudier l'importance de la question du communisme dans le cadre des élections de 1946 et son rôle, s'il y a lieu, dans la victoire des républicains.
59. *Congressional Record*, (6 mai 1946), p. A2483.
60. *Ibid.*, p. A2484.